



## Conseil économique et social

Distr.: générale  
24 avril 2009  
Français  
Original: anglais

---

### Session de fond de 2008

Genève, 6-31 juillet 2009

Point 10 de l'ordre du jour provisoire

### Coopération régionale

## Résumé de l'étude sur la situation économique et sociale dans la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale en 2008-2009

### Résumé

Jusqu'au dernier trimestre 2008, les pays membres de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) affichaient un essor économique constant, soutenu par des prix pétroliers supérieurs à la normale, sauf dans les régions touchées par les conflits. Néanmoins, avec la crise financière mondiale et la chute vertigineuse des prix pétroliers, les perspectives de croissance sont de plus en plus incertaines pour 2009. La croissance réelle du produit intérieur brut (PIB) en 2009 est estimée à environ 2 %. Sur le plan économique, l'impact de la crise financière a un quadruple effet: baisse des prix des actifs financiers et des biens immobiliers; effondrement des prix des produits de base, notamment de l'énergie, des métaux et des denrées alimentaires, bien que les prix des denrées alimentaires restent relativement élevés, défavorisant les pauvres; pénurie de liquidités monétaires, en particulier de dollars des États-Unis, sur les marchés monétaires locaux et internationaux; et diminution rapide des recettes provenant des exportations. Sur le plan social, les problèmes sont les suivants: baisse du niveau réel des revenus, en particulier des pauvres; augmentation du chômage; changement potentiellement significatif des structures démographiques des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) en raison des migrations de retour au pays et baisse éventuelle des transferts de fonds; et diminution des recettes fiscales pour les systèmes de sécurité sociale.

Dès avant la crise, il était prévu que l'ensemble de la région n'atteindrait pas les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), en raison de la structure défectueuse des politiques existantes. Sur le plan économique, l'industrialisation et les politiques de plein emploi restent des objectifs nébuleux. Sur le plan social, il y a eu quelques avancées remarquables dans le domaine de la santé et de l'éducation, mais le seuil de départ régional était très bas et, en ce qui concerne le



« développement en tant que paradigme de la liberté », la région est encore loin de réaliser son potentiel de développement. Indépendamment du manque de données, il est davantage nécessaire de remédier à la politique insuffisante que de mesurer l'impact inévitable, désastreux, de la crise sur les pauvres.

Crise ou non, dans un contexte de développement affecté par des conflits, où le chômage, une mesure clé de la prospérité et du développement, reste pratiquement constant à un taux à deux chiffres et réagit mal aux fluctuations des taux de croissance, l'immense majorité des classes inférieures, qui sont déjà dans la misère, pourrait difficilement en supporter davantage. Les crises financières érodent une part de revenus plus grande des riches mondialement intégrés que des pauvres localement privés de leurs droits. Quoi qu'il en soit, si, pour minimiser les pertes financières, la politique monétaire sape la capacité de l'État à accorder un stimulant fiscal destiné à amortir l'impact de la crise sur les pauvres, il vaut mieux revoir les dogmes du contrat social. Déjà, une énorme partie des économies de la région n'est pas réinjectée dans des investissements nationaux ou régionaux, ce qui montre clairement que la fuite des capitaux s'articule en fonction de différents niveaux de sécurité, érodant le potentiel de développement depuis longtemps. Dans le contexte régional de la CESA0, la sécurité s'entend à trois niveaux: premièrement, la sécurité nationale, y compris la protection du droit des peuples de la région à l'autodétermination; deuxièmement, la sécurité démocratique, par la promotion des droits de citoyenneté des peuples des pays de la CESA0 et l'instauration de la responsabilité démocratique; troisièmement, la sécurité humaine, en particulier le droit à la protection sociale et à un emploi décent, qu'il faut promouvoir par la réglementation régionale et l'intégration économique. Ces aspects de la sécurité doivent être considérés non séparément mais dans leur totalité ou comme une combinaison dans laquelle la sécurité nationale fait office de vecteur pour les droits des pauvres et prime sur toutes les autres formes de sécurité. Prises dans leur ensemble, ces mesures de sécurité faciliteront la transition vers la nouvelle stratégie de développement économique basée sur les droits, qui est proposée pour la région de la CESA0. C'est cette question de savoir comment interpréter la notion de sécurité, pour nous permettre de tracer un meilleur parcours de développement de la région, qui constituera le volet thématique de l'étude cette année. L'objectif pourrait être redéfini comme étant la nécessité de réexaminer la relation entre la sécurité et l'espace pour des politiques économiques autonomes dans la région sur la base de la documentation existante, de l'expérience internationale et des caractéristiques spécifiques des pays de la région de la CESA0.

---

## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Tendances économiques et sociales récentes dans la région .....	4
A. La conjoncture mondiale .....	4
B. Évolution du secteur pétrolier .....	5
C. Production et demande .....	7
D. Coûts et prix .....	10
E. Commerce extérieur .....	10
F. Dynamique sociale .....	12
G. Évolution des politiques .....	13
H. Perspectives .....	14
II. Sécurité et développement .....	15

## **I. Tendances économiques et sociales récentes dans la région**

### **A. La conjoncture mondiale**

1. L'expansion de l'économie mondiale s'est brusquement arrêtée au quatrième trimestre 2008. La menace de récession mondiale, menée par les économies développées, subsiste en 2009. Le resserrement du crédit sur les marchés financiers des États-Unis d'Amérique et d'Europe occidentale depuis l'été 2007 s'est transformé en crise financière mondiale après l'effondrement de grandes institutions financières aux États-Unis, en septembre 2008. En raison du risque de contrepartie entre les institutions financières, les marchés internationaux monétaires et de capital ont été foncièrement gelés dès le début du quatrième trimestre. La crise financière a contraint à un amenuisement des positions du bilan des entités du secteur financier par désendettement et a frappé les secteurs des entreprises et des ménages dans les pays développés. Les ajustements du bilan se sont traduits par la révision à la baisse de la planification des investissements, des stocks d'entreprise, des budgets des ressources humaines et du comportement de consommation. La contraction des activités économiques a mené à la crispation de la demande effective et à la hausse du chômage. Les économies dont la croissance dépend des exportations enregistrent déjà une baisse considérable de leurs revenus d'exportations. Les faibles perspectives de croissance de la demande mondiale sont à l'origine de la baisse des prix des produits de base et des coûts de transport par rapport à leur summum historique du deuxième trimestre 2008. Plusieurs efforts de coordination destinés à faire face à la crise financière ont été faits aux sommets du Groupe des 20 en novembre 2008 et avril 2009, qui ont conçu une nouvelle architecture financière internationale, accompagnée d'une action incitative fiscale coordonnée.

2. En 2008, les pays en développement, notamment les pays membres de la CESA0, ont été confrontés à l'impact de la crise financière mondiale en quatre étapes: premièrement, la chute brutale de la valeur des actifs financiers et des biens immobiliers; deuxièmement, l'effondrement des prix des produits de base, notamment de l'énergie, des métaux et des denrées alimentaires; troisièmement, la pénurie de liquidités monétaires, en particulier de dollars des États-Unis sur les marchés monétaires locaux et internationaux; et quatrièmement, la dégringolade des revenus d'exportation. Sur de nombreux marchés émergents, le rapatriement des fonds étrangers a commencé au deuxième trimestre 2008. C'est un aspect des ajustements de portefeuille d'investissement international par les investisseurs peu enclins au risque et le reflet de leur préférence pour la sécurité et la liquidité. Cela a donné lieu à un resserrement progressif des liquidités monétaires à l'échelle mondiale, qui a inversé la tendance des prix des actifs financiers et des biens immobiliers, y compris ceux des pays en développement. À mesure que les pressions de liquidité gagnaient en force, les exportateurs et les importateurs des pays en développement ont eu de plus en plus de mal à obtenir des crédits commerciaux. En outre, la baisse rapide de la demande effective à l'échelle mondiale a diminué les revenus d'exportation partout. Dans un premier temps, les pays en développement ont été épargnés par la crise financière en raison de leur exposition limitée aux produits financiers titrisés des pays développés. Néanmoins, vu leurs liens avec les marchés mondiaux des biens, des services et des finances, la contagion les a gagnés et leurs perspectives de croissance sont de plus en plus incertaines.

3. La crise financière mondiale devrait toucher le développement social, principalement dans quatre filières et en plusieurs étapes: baisse du revenu effectif, en particulier des pauvres; hausse rapide du chômage; changement de la structure démographique en raison

des retours au pays; et risque d'affaîsissement des ressources fiscales pour les systèmes de sécurité sociale, y compris, potentiellement, une diminution des transferts de fonds et de l'aide publique au développement (APD). L'inflation rapide des produits alimentaires en 2007 et 2008 avait érodé le pouvoir d'achat des pauvres, qui dépensaient déjà une grande partie de leur revenu en nourriture. Malgré la diminution internationale des prix des produits de base depuis 2008, des sécheresses graves dans plusieurs régions agricoles du monde, ainsi que des prix des denrées alimentaires supérieurs à la moyenne se traduisant par une facture d'importation plus élevée à un moment difficile pour la balance courante, suscitent encore de sérieuses préoccupations en matière de sécurité alimentaire mondiale. Les perspectives de croissance revues à la baisse en raison de la crise financière sont susceptibles de freiner la demande de consommation des pauvres du monde. D'après le Bureau international du travail<sup>1</sup>, le nombre de chômeurs devrait augmenter en 2009, de 18 millions à 51 millions par rapport à 2007. L'effet du chômage sera plus grave dans les pays en développement, dont la plupart sont en phase de transition démographique, où des taux de fécondité élevés coexistent avec des taux de mortalité en baisse. En outre, les taux de chômage chronique sont généralement élevés parmi les jeunes et les femmes. Dès lors, la création plus limitée d'emplois est envisagée pour retarder la transition sociale vers une participation plus grande des jeunes et des femmes au marché du travail. Par ailleurs, la crise financière mondiale renforce les tendances nationalistes des mesures de protection de l'emploi, en particulier dans les pays développés. Pour les travailleurs étrangers sans-emploi, les perspectives sont de plus en plus incertaines: souvent ils doivent rentrer dans leurs pays d'origine, où les emplois sont rares, où les gouvernements ont adopté une politique fiscale restrictive et où l'austérité fiscale réduit l'attribution de fonds aux systèmes sécurité sociale qui protègent de l'appauvrissement.

4. Dans ce contexte mondial, les pays membres de la CESAO ont montré une certaine résistance, en termes d'expansion économique, jusque fin 2008. Mais les perspectives de croissance pour 2009 semblent de plus en plus incertaines. Hormis dans les pays et territoires touchés par des conflits militaires et des instabilités en matière de sécurité, l'opinion des entreprises et la confiance des consommateurs de la région sont stables et positives depuis 2002. La confiance a commencé à s'éroder à la suite de l'effondrement des prix du pétrole brut, ainsi que de la valeur des actifs financiers et des biens immobiliers régionaux. L'absence de confiance des investisseurs et de vastes stabilisateurs automatiques, comme l'assurance chômage, ainsi qu'une part extrêmement faible du travail dans le revenu national constituent de véritables sources de préoccupation pour les perspectives de croissance économique de la région. En outre, il est presque certain que la crise financière mondiale aura un impact significatif sur le développement social de la région et nuira aux récentes réalisations en matière de réforme et de développement institutionnel. L'incertitude économique et sociale croissante mine encore davantage un sens général de la sécurité déjà précaire parmi la population de la CESAO.

## B. Évolution du secteur pétrolier

5. D'après une estimation de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), la demande mondiale totale de pétrole brut était de 85,6 millions de barils par jour en moyenne en 2008, pour une offre totale moyenne de 85,8 millions de barils par jour. On estime que la demande de pétrole brut a baissé de 0,3 million de barils par jour en 2008 par rapport à l'année précédente. La faible demande des pays de l'Organisation de coopération

---

<sup>1</sup> Organisation internationale du travail, *Tendances mondiales de l'emploi*, janvier 2009.

et de développement économiques (OCDE) est apparue clairement dès le début de l'année et l'augmentation attendue de la demande des pays en développement ne s'est pas concrétisée. Prévoyant des perspectives de faible demande réelle, l'OPEP a maintenu un quota de production réduit par rapport au summum du dernier trimestre 2005. L'OPEP a décidé de diminuer encore le quota en octobre puis en décembre 2008, et de réduire progressivement la production de 4,2 millions de barils par jour. Comme la demande de pétrole brut risque de s'affaiblir encore en 2009, l'OPEP devrait maintenir son plafond de production actuel de 24,8 millions de barils par jour, avec une éventuelle réduction supplémentaire en cours d'année. Vu leur capacité limitée d'expansion en matière d'exploration et de production, la production de pétrole brut pour 2009 des pays ne faisant pas partie de l'OPEP devrait rester au niveau de 2008. Vu la situation mondiale, la demande et l'offre de pétrole brut devraient s'équilibrer, à environ 81,5 millions de barils par jour en 2009, soit 5 % de moins qu'en 2008.

6. Les prix du pétrole brut ont augmenté au premier semestre 2008 pour atteindre des sommets historiques, avant de baisser à des niveaux que l'on n'avait plus vus depuis début 2005. Le prix de référence du panier de l'OPEP affichait une crête de 140,73 dollars le baril, le 3 juillet 2008, clôturant l'année à 35,58 dollars le baril. La hausse des prix du pétrole brut en 2008 était due à la spéculation financière en futures de pétrole brut. Pendant la hausse spectaculaire des prix, la diminution de la demande réelle de produits pétroliers comme l'essence et le gasoil de chauffage a entraîné une baisse importante des marges des raffineries. Dans la seconde moitié de 2008, la révision des perspectives de croissance mondiale, ainsi que la demande réduite de pétrole brut et l'augmentation de la capacité de raffinage, en particulier en Asie, ont atténué ensemble les pressions de l'offre de pétrole brut. Début 2009, les prix de référence du panier de l'OPEP se sont stabilisés entre 40 et 50 dollars le baril. Les grands producteurs de pétrole brut espèrent cependant un prix durable aux alentours de 70 dollars le baril, afin de soutenir les investissements dans l'exploration, la production et le raffinage à long terme. Il reste encore des forces spéculatives sur les marchés des futures de pétrole brut et, vu l'incertitude économique, il est donc difficile de prévoir les prix volatils du pétrole brut. Compte tenu de cette réserve, le prix de référence moyen du panier de l'OPEP devrait être de l'ordre de 42,5 à 52,5 dollars le baril en 2009.

7. La production totale de pétrole brut des pays membres de la CESAO est estimée à 20,2 millions de barils par jour en moyenne en 2008, soit 3,6 % de plus que l'année précédente. La production du Conseil de coopération du Golfe (CCG) est estimée à un total de 16,0 millions de barils par jour, tandis que celle des autres pays producteurs de pétrole brut de la CESAO, notamment l'Égypte, l'Iraq, le Soudan, la République arabe syrienne et le Yémen, est estimée à 4,1 millions de barils par jour. En 2009, la production totale de pétrole brut des pays membres de la CESAO devrait être de 17,5 millions de barils par jour. La diminution significative de la production est due à l'application rapide du quota par les pays de la région de la CESAO membres de l'OPEP. En outre, à l'exception de l'Iraq et du Soudan, la réduction de la capacité devrait entraîner une diminution modérée de la production de pétrole brut des pays de la région non membres de l'OPEP. Les revenus bruts des exportations de pétrole de la région de la CESAO sont estimés à un total de 637,1 milliards de dollars pour 2008, une augmentation de 41,8 % par rapport à l'année précédente. Néanmoins, en raison des faibles perspectives en matière de prix et de production, les revenus bruts des exportations de pétrole devraient s'élever à 307,7 milliards de dollars en 2009, soit 51,7 % de moins qu'en 2008.

## C. Production et demande

8. La croissance moyenne réelle du PIB des pays de la CESA0, qui était de 5,2 % en 2007, est estimée à 6,0 % en 2008 et devrait atteindre 2,1 % en 2009 selon les prévisions (voir tableau ci-dessous). En matière de production, la forte augmentation internationale des prix des produits de base au premier semestre 2008 a eu une influence positive sur les secteurs de l'énergie et des produits de base de la région, notamment la production de pétrole brut, le raffinage de pétrole, le gaz naturel liquéfié et les produits pétrochimiques. La richesse accumulée au cours de périodes précédentes, ainsi que les perceptions positives des entreprises, des rentiers et des consommateurs nantis, ont soutenu les dépenses et la croissance pendant une bonne partie de l'année. L'augmentation connexe de la demande intérieure a contribué à la poursuite de la croissance rapide des secteurs des services aux entreprises, des communications, de la construction, des services financiers, du tourisme et des transports. Néanmoins, l'effondrement des prix des produits de base et pétrochimiques a rapidement érodé la confiance des entreprises au second semestre 2008. En outre, la chute brutale de la valeur des actifs financiers et des biens immobiliers a affaibli les perspectives de croissance de la demande intérieure. L'intervention rapide des autorités monétaires de la région a permis de maîtriser les risques systémiques du secteur financier de la région. Néanmoins, comme les banques commerciales de la région sont désormais plus circonspectes en matière de prêts, l'augmentation du crédit au secteur privé devrait être largement subjugée.

9. La croissance réelle du PIB dans les pays du CCG est estimée à une moyenne de 5,7 % en 2008, au lieu de 4,5 % en 2007. Malgré la chute brutale des prix du pétrole brut à partir de juillet 2008, les économies du CCG ont enregistré des revenus records des exportations de pétrole et une année supplémentaire d'excédents fiscaux considérables en 2008. Le changement soudain de perspective de l'économie mondiale résulte de la crise financière qui a entamé la confiance des entreprises et des consommateurs de la région et de l'incertitude accrue. Malgré les rapports de presse concernant les faibles performances boursières et du secteur immobilier de la région, l'annonce du report de mégaprojets et le ralentissement des marchés immobiliers, de nombreux acteurs économiques et décideurs politiques des pays du CCG considèrent que les bases économiques sont solides, notamment en raison des excédents accumulés et de la résistance relative des économies du Golfe, en dépit de l'effondrement des prix du pétrole brut, ce qui reflète, même si ce n'est que très partiellement, certains progrès des pays du CCG en matière de diversification économique. L'importance de la diversification ne peut être surestimée, parce que les économies des pays du CCG restent largement tributaires des revenus du pétrole et que la structure de leurs économies est très semblable à ce qu'elle était lors du boom pétrolier précédent, dans les années 1970. L'effet actuel des recettes pétrolières a été renforcé par les marchés des actifs internationaux et intérieurs, grâce au développement des secteurs financiers. Les marchés d'actifs mobiliers sont liés aux activités de secteurs économiques non pétroliers, de nature principalement spéculative, en particulier le secteur immobilier. Les secteurs économiques non pétroliers ont régulièrement contribué à une plus grande valeur ajoutée dans les économies du CCG ces dernières années, mais leur impact n'est pas proportionnel parce que la bulle des actifs mobiliers a éclaté lors de l'ajustement boursier. Bien que les revenus générés par les secteurs économiques non pétroliers aient contribué à l'expansion constante de la demande intérieure depuis 2002, une grande partie de la demande de consommation provenait de la demande de marchandises importées, qui s'est soudain tarie au début de la crise.

10. En 2009, néanmoins, les pays du CCG devraient connaître une baisse considérable de la croissance du PIB réel, à 1,1 % en moyenne. L'estimation tient compte, dans une certaine mesure, du désendettement structurel du secteur financier dans la sous-région,

mais cette diminution prévue est due principalement à l'application rapide de la réduction importante du quota de production par les pays de cette sous-région membres de l'OPEP, notamment le Koweït, le Qatar, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. En raison de la forte propension des gouvernements de ces pays à accorder une aide fiscale, la demande intérieure ne devrait pas diminuer dans les mêmes proportions dans cette sous-région. La contraction des exportations nettes est la principale cause de la diminution du PIB réel. De ce fait, le Koweït devrait enregistrer une croissance de 0,7 %, l'Arabie saoudite de 0,7 % et les Émirats arabes unis de 0,5 %. Le Qatar devrait connaître une croissance de 7,0 %, nettement supérieure à la moyenne de la sous-région, en raison de sa position avantageuse de grand exportateur mondial de gaz naturel liquéfié. Les pays de la sous-région non membres de l'OPEP, notamment le Royaume de Bahreïn et le Sultanat d'Oman, devraient enregistrer un taux de croissance modéré de 2,0 % et 1,5 % respectivement, en fonction d'une baisse modérée de la production de pétrole brut.

### Croissance réelle du PIB et taux de hausse des prix à la consommation, 2005-2009

(Variation annuelle en pourcentage)

Pays ou territoire	Croissance réelle du PIB					Taux d'inflation des prix à la consommation				
	2005	2006	2007 <sup>a</sup>	2008 <sup>b</sup>	2009 <sup>c</sup>	2005	2006	2007	2008 <sup>b</sup>	2009 <sup>c</sup>
Bahreïn	7,9	6,5	8,1	6,3	2,0	2,6	2,1	3,3	3,5	3,5
Koweït	11,4	6,3	4,6	6,1	0,7	4,1	3,1	5,5	10,4	5,7
Oman	6,0	7,2	6,1	6,0	1,5	1,9	3,4	5,9	12,4	6,0
Qatar	6,1	12,2	9,5	16,0	7,0	8,8	11,8	13,8	15,0	11,2
Arabie saoudite	5,6	3,2	3,4	4,2	0,7	0,7	2,2	4,1	9,9	4,5
Émirats arabes unis	10,5	9,4	5,2	7,4	0,5	6,2	9,3	11,1	18,6	5,2
<b>Pays du CCG<sup>d</sup></b>	<b>7,3</b>	<b>5,6</b>	<b>4,5</b>	<b>5,8</b>	<b>1,1</b>	<b>2,8</b>	<b>4,3</b>	<b>6,3</b>	<b>12,0</b>	<b>5,2</b>
Égypte <sup>e</sup>	6,8	7,1	7,2	6,5	4,5	4,9	7,6	9,5	17,1	9,7
Iraq	-0,7	6,2	5,0	8,9	5,0	37,0	53,2	30,8	2,7	5,0
Jordanie	7,1	6,3	6,0	6,0	3,6	3,5	6,3	5,4	14,0	6,5
Liban	1,1	0,0	4,0	5,5	3,0	-2,6	1,5	6,7	11,7	5,7
Territoires palestiniens occupés	8,6	11,3	10,0	8,5	4,2	8,4	7,2	8,0	15,0	11,0
Soudan	4,5	5,1	6,6	6,5	3,2	7,4	10,0	4,5	14,7	6,0
République arabe syrienne	5,8	4,5	4,7	4,5	2,0	11,8	10,8	7,9	19,0	12,7
Yémen	6,7	-8,3	0,6	-1,7	-1,0	3,5	3,8	2,7	9,8	5,2
<b>Pays à économie diversifiée<sup>d</sup></b>	<b>5,0</b>	<b>5,8</b>	<b>6,4</b>	<b>6,6</b>	<b>4,0</b>	<b>9,8</b>	<b>14,2</b>	<b>11,5</b>	<b>13,9</b>	<b>8,2</b>
<b>Total pour la CESA0<sup>d</sup></b>	<b>6,5</b>	<b>5,7</b>	<b>5,2</b>	<b>6,1</b>	<b>2,1</b>	<b>5,3</b>	<b>7,9</b>	<b>8,2</b>	<b>12,7</b>	<b>6,3</b>

Source : Sources nationales sauf stipulation contraire.

<sup>a</sup> Estimations pour Bahreïn, le Koweït, le Sultanat d'Oman, le Qatar et l'Iraq, au 15 mars 2009.

<sup>b</sup> Estimations mars 2009.

<sup>c</sup> Prévisions mars 2009.

<sup>d</sup> Les données pour les groupes de pays sont des moyennes pondérées, le coefficient étant proportionnel au PIB à prix constants de 2000.

<sup>e</sup> Pour le taux de croissance du PIB de l'Égypte, les chiffres sont ceux de l'exercice fiscal, qui commence en juillet et se termine en juin l'année suivante.



11. La croissance du PIB dans la sous-région des pays à économie diversifiée est estimée à une moyenne de 6,5 % en 2008, en légère hausse par rapport aux 6,4 % de 2007. Malgré la précarité des balances du commerce extérieur résultant des faibles positions des balances des paiements courants, la demande intérieure continue à progresser, avec des balances d'opérations en capital nettement positives. En outre, les exportateurs de pétrole de la sous-région profitent également de recettes pétrolières brutes substantielles des exportations. En 2008, les pays à économie diversifiée ont enregistré des activités d'investissement accrues dans les secteurs de la construction, des télécommunications, financier et des services. En dépit d'efforts constants destinés au développement industriel, la sous-région doit encore mettre en place une base manufacturière suffisamment robuste pour une croissance basée sur les exportations. Néanmoins, cette moindre dépendance des exportations de produits manufacturés a en fait préservé la sous-région de l'impact d'une baisse rapide de la demande associée à la diminution de la demande mondiale depuis le quatrième trimestre 2008. Le secteur financier a gardé une liquidité monétaire suffisante aussi pendant la phase initiale de la crise financière mondiale. Le sous-développement du secteur manufacturier et des finances a amorti une chute brutale et vertigineuse de l'activité économique. Mais, du point de vue du développement, il aurait mieux valu que la région soit plus développée dans ces domaines, tout en faisant preuve de plus de discernement pour mettre en place ses mécanismes de protection.

12. En 2009, la sous-région devrait enregistrer un taux de croissance moyen modéré de 4,0 %. On prévoit un affaiblissement des opérations en capital et il subsiste un risque de difficulté pour la balance des paiements. Néanmoins, en raison de la solide position des réserves étrangères dans les banques centrales de la sous-région, ce risque devrait être relativement faible. La diminution de l'inflation des prix à la consommation n'a contribué que modérément à soutenir la demande intérieure, parce que le travail s'arroe une part anormalement minime du revenu total (25 %). La confiance des entreprises et des consommateurs devrait être relativement stable en dépit de l'incertitude croissante concernant les problèmes structurels chroniques, comme le chômage, puisqu'une grande partie de l'activité économique est associée aux recettes pétrolières et non à une augmentation dynamique de la productivité. Pour l'Iraq et le Soudan, on prévoit que l'activité d'investissement continuera à influencer le potentiel de croissance et que la stabilité s'améliorera. L'Iraq devrait enregistrer une croissance de 5,0 % et le Soudan, de 4,2 %. Les estimations pour l'Égypte, la Jordanie, le Liban et la République arabe syrienne reflètent principalement les positions affaiblies des opérations en capital, en tenant compte d'une solide position de réserves étrangères dans les banques centrales respectives de ces pays. Les revenus d'exportation de biens et services devraient diminuer en 2009, mais la position des opérations en capital devrait être suffisante pour couvrir la faible position des paiements courants pendant l'année. L'augmentation de la demande intérieure en Iraq et au Soudan devrait ralentir quelque peu, donnant lieu à une croissance modérée en PIB réel. L'Égypte devrait avoir une croissance de 4,5 %, la Jordanie de 3,6 %, le Liban de 3,0 % et la République arabe syrienne de 3,2 %. La dégringolade des revenus d'exportation de pétrole brut devrait influencer les perspectives de croissance du Yémen. Toutefois, la détérioration de la position des paiements courants devrait être compensée par les réserves étrangères accumulées de la banque centrale et par l'aide internationale. On prévoit une augmentation modérée de la demande intérieure, portant le taux de croissance du PIB du Yémen à 2,0 % en 2009.

13. Les chiffres officiels récemment revus confirment que l'activité économique reste déprimée dans le Territoire palestinien occupé. Le blocus physique, l'instabilité permanente en matière de sécurité et les hostilités entravent considérablement les activités

économiques du Territoire. L'imprévisibilité des flux d'aide internationale au développement empêche les efforts fiscaux de reconstruction et de développement. En outre, l'intensité des actions militaires israéliennes dans la Bande de Gaza pendant 22 jours, en décembre 2008 et janvier 2009, a entraîné une destruction dévastatrice du capital humain et physique. On prévoit que le Territoire palestinien occupé enregistrera une deuxième année de croissance économique négative, au taux de moins 1,0 %.

#### **D. Coûts et prix**

14. Pour 2008, l'inflation moyenne des prix à la consommation dans la région de la CESAO est estimée à 12,7 %, au lieu de 8,2 % en 2007. En raison de l'augmentation constante de la demande intérieure, la région de la CESAO était déjà sous pression inflationniste croissante au moment où les prix internationaux des produits de base, notamment de l'énergie, des métaux et des denrées alimentaires, ont commencé à grimper en flèche, à un rythme alarmant, en 2007 et 2008. La hausse spectaculaire des prix internationaux des céréales s'est immédiatement répercutée sur les prix des denrées alimentaires. Ces dernières années, on avait observé une hausse constante des loyers des biens industriels et résidentiels, parallèlement à l'augmentation de la valeur des biens immobiliers. En outre, la hausse des prix des matériaux de construction a accru la valeur nominale des constructions neuves et des loyers connexes. Pour les pays non exportateurs de pétrole, la hausse des prix du pétrole brut s'est traduite par une augmentation des coûts de transport. L'inflation des prix à la consommation a atteint des sommets au second semestre 2008. Néanmoins, par rapport à la dégringolade des prix des produits de base sur les marchés internationaux, les prix alimentaires sont généralement restés nettement supérieurs à leur tendance à long terme dans la région. Le niveau constamment élevé des prix alimentaires est dû à la segmentation du marché, à la surtarification des stocks par les grossistes et à la résilience des prix des préparations alimentaires. Au quatrième trimestre 2008, les loyers des biens immobiliers ont baissé dans la région. L'augmentation des salaires du secteur privé, en particulier dans les pays du CCG, a également été rabotée dans des situations d'emploi de plus en plus aléatoires. Fin 2008, la pression inflationniste s'était nettement atténuée dans les pays membres de la CESAO.

15. Le taux d'inflation des prix à la consommation devrait être de 6,3 % dans la région de la CESAO, reflétant le ralentissement de la croissance de la demande intérieure, à l'exception du Qatar, où la croissance devrait être nettement supérieure à la moyenne. Néanmoins, en raison des différences structurelles, la région ne devrait pas connaître de déflation, ce que craignent certains pays développés. La situation mondiale de l'offre et de la demande de céréales devrait être stable en 2009. Néanmoins, plusieurs zones agricoles de la région de la CESAO ont connu des sécheresses graves prolongées jusqu'au début février 2009 et l'offre peut rester précaire, en raison de plusieurs autres facteurs de risque. En outre, les fonds spéculatifs, qui ont contribué aux mouvements extrêmement volatils des prix internationaux des céréales sur les marchés des futures de produits de base en 2008, peuvent à nouveau s'intéresser à ces achats en fonction des évolutions sur le marché du crédit et d'autres marchés financiers.

#### **E. Commerce extérieur**

16. En dépit de l'effondrement des prix du pétrole brut dans la seconde moitié de 2008, le commerce extérieur de la région de la CESAO affiche de bons résultats pour l'année, en moyenne. Les pays du CCG ont enregistré un excédent de la balance des paiements

courants estimé à 236 milliards de dollars en 2008, une progression par rapport aux 195 milliards de dollars en 2007. L'excédent total de la balance des paiements courants des pays à économie diversifiée est estimé à 22 milliards de dollars, au lieu de 6 milliards en 2007. D'après les estimations, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Soudan et le Yémen ont enregistré un déficit de leur balance des paiements courants en 2008, principalement en raison de l'augmentation des prix d'importation des produits de base et de la diminution des exportations vers la fin de l'année. Néanmoins, la détérioration de la position des paiements courants a été compensée par les fortes positions des opérations en capital. Fin février 2009, le ratio de couverture des importations par les réserves étrangères était estimé à 8,8 mois pour l'Égypte et 8,5 mois pour la Jordanie, sur la base de la position des réserves nettes. Le ratio est estimé à 21,4 mois pour le Liban et 16,3 pour le Yémen, sur la base de la position des réserves brutes. Les exportations nettes de la région devraient diminuer considérablement en 2009. Les exportations de biens en rapport avec les produits de base, de pétrole brut, de produits pétrochimiques et autres produits chimiques devraient diminuer. Les exportations de produits vestimentaires des zones industrielles qualifiées d'Égypte et de Jordanie devraient diminuer, en dépit de la compétitivité de leurs prix aux États-Unis. Entre-temps, la croissance modérée de la demande intérieure devrait maintenir les niveaux d'importation en termes réels. D'après les prévisions, l'Égypte, la Jordanie, le Sultanat d'Oman, le Soudan, la République arabe syrienne, les Émirats arabes unis et le Yémen devraient enregistrer un déficit de leur balance des paiements courants.

17. Les taux de change des pays membres de la CESAO sont restés stables en 2008. Les pays du CCG, à l'exception du Koweït, sont restés attachés au dollar des États-Unis. La Jordanie et le Liban ont également gardé leur parité avec le dollar des États-Unis. Le Koweït a maintenu la liaison de sa devise à un panier de devises étrangères et la Syrie est restée attachée aux droits de tirage spéciaux (DTS). Parmi les pays qui ont adopté une parité avec le dollar des États-Unis, la politique monétaire restrictive est au centre des débats. Les appels aux réformes du régime de taux de change, y compris la dissociation et/ou une réévaluation des monnaies nationales par rapport au dollar des États-Unis, se sont intensifiés avec la chute du dollar. Les pressions en faveur de l'appréciation se sont renforcées au premier trimestre 2008, en particulier dans les pays du CCG. Les afflux de fonds étrangers spéculatifs, en prévision de la réévaluation des monnaies régionales, ont été à l'origine d'une forte augmentation des liquidités. À mesure que le dollar des États-Unis se renforçait et que les décideurs politiques de la région renouvelaient leur engagement envers les régimes actuels de taux de change, les flux spéculatifs se sont taris. Comme prévu dans l'étude précédente, le rapatriement des fonds étrangers spéculatifs a été source d'une forte vague de liquidités, en particulier au Koweït et dans les Émirats arabes unis. Les pays du CCG devraient conserver le régime actuel de taux de change en 2009. Le sommet du CCG en décembre 2008 a confirmé janvier 2010 comme la date butoir pour la création de l'union monétaire du CCG et prévu de continuer à en examiner les détails en 2009. Comme la crise financière secouait les marchés internationaux monétaires et de capital, les autorités monétaires des pays à économie diversifiée ont adopté une approche prudente de leur politique des taux de change. L'Égypte, le Soudan et le Yémen ont autorisé une dévaluation progressive de leurs monnaies nationales par rapport au dollar des États-Unis. Au premier trimestre 2009, l'Iraq a suspendu une appréciation graduelle de sa monnaie nationale par rapport au dollar des États-Unis, une mesure en application depuis novembre 2006. La Jordanie, le Liban et la République arabe syrienne ont annoncé leur intention de maintenir leur régime de taux de change en guise de politique destinée à protéger leurs économies de l'impact de la crise financière mondiale.

## F. Dynamique sociale

18. Dans la région de la CESAO comme ailleurs, la crise financière mondiale pourrait avoir une incidence directe et négative sur la situation sociale. Il n'existe pas encore de données actualisées permettant d'en dresser l'inventaire exact. Néanmoins, quelle que soit l'issue de la crise, il était prévu que la région dans son ensemble n'atteindrait pas les objectifs du Millénaire pour le développement dans les délais impartis, en raison de la structure défectueuse des politiques existantes. La prolongation de la crise actuelle peut non seulement aggraver la situation sociale, mais aussi amenuiser la marge disponible pour l'expression sociale, la jouissance des droits humains, en particulier l'égalité entre les sexes et le développement pacifique. Certains aspects de la crise sont déjà visibles. En matière de démographie, par exemple, l'essor économique d'avant 2008 a gonflé la main-d'œuvre étrangère dans les pays du CCG et l'on observe de légers mouvements de migration inverse. Cette composition démographique reste cependant complexe. En 2007, le taux de croissance de la population était de 8,2 % au Royaume de Bahreïn, 6,8 % au Koweït, 6,4 % au Sultanat d'Oman, 17,7 % au Qatar, 2,4 % en Arabie saoudite et 6,1 % dans les Émirats arabes unis. La région de la CESAO, notamment les pays du CCG, est toujours en phase de transition démographique, où un faible taux de mortalité coexiste avec un taux de fécondité élevé. Mais à l'exception de l'Arabie saoudite, la croissance rapide de la population des pays du CCG était due principalement à l'afflux de travailleurs étrangers et non au changement des taux de fécondité et de mortalité. En 2007, la proportion de ressortissants étrangers sur la population totale était estimée à 49 % au Royaume de Bahreïn, 69 % au Koweït, 29 % au Sultanat d'Oman, 27 % en Arabie saoudite et 80 % dans les Émirats arabes unis. La même année, la proportion de ressortissants étrangers dans le segment de population âgé de 15 ans et plus était de 81 % au Qatar. Les rapports de presse du Koweït et des Émirats arabes unis indiquaient que les travailleurs étrangers avaient commencé à rentrer dans leur pays d'origine après avoir été licenciés. La concentration de population en âge de travailler, due en partie à la transition démographique et en partie à l'immigration de travailleurs étrangers, est potentiellement bénéfique pour le développement, dans la mesure où elle peut créer ce que l'on a appelé une fenêtre d'opportunité démographique. Néanmoins, quand les possibilités d'emploi sont devenues rares, la situation caractérisée par des opportunités positives s'est inversée et le sujet sensible d'un équilibre de la population entre les travailleurs nationaux et étrangers, en particulier parmi les personnes en âge de travailler, est une question prédominante dans les débats nationaux.

19. À partir du premier trimestre 2009, aucun nombre significatif de retours n'a été signalé dans les pays à économie diversifiée, qui sont les pays d'origine d'un nombre considérable de travailleurs migrants dans les pays du CCG, en Amérique du Nord et en Europe, et qui dépendent des transferts de fonds pour redresser en partie les déficits de leur balance des paiements. Si l'impact économique de la crise financière mondiale persiste, il faut s'attendre à un nombre croissant de retours et, vu la pénurie de possibilités d'emploi dans les pays à économie diversifiée, le problème déjà chronique du chômage pourrait empirer. Le Bureau international du travail estime le taux de chômage du Moyen-Orient à 9,4 %, en 2008, et celui d'Afrique du Nord à 10,3 %<sup>1</sup>. Le taux de chômage de ces deux régions présente des signes d'amélioration ces dernières années, mais il reste supérieur à celui d'autres régions du monde. La détérioration prévue des conditions d'emploi a conduit la Ligue des États arabes, lors de son premier sommet arabe sur le développement économique et social, qui s'est tenu en janvier 2009, à proclamer 2010-2020 la « décennie arabe pour l'emploi et la réduction de moitié de la pauvreté ». Néanmoins, en l'absence de politiques redistributives radicales destinées à combler l'écart considérable entre les

revenus et d'insistance sur le développement par l'industrialisation accrue, il est peu probable que les perspectives d'avenir soient souriantes en matière de création d'emplois ou de réduction de la pauvreté.

20. Les mesures de réforme visant le développement social dans la région ont enregistré quelques progrès en 2008. Lors de la préparation du budget de l'exercice 2008, les priorités fiscales des gouvernements de la région portaient sur l'éducation et la santé. Cette tendance s'est poursuivie au cours de l'exercice fiscal 2009, parallèlement aux mesures de stimulation économique destinées à faire face à la crise financière mondiale. La réforme du marché de l'emploi est en cours dans les pays du CCG, avec la révision du système de parrainage des travailleurs étrangers, l'examen du statut des travailleurs étrangers, la proposition de lignes directrices de salaire minimum pour les ressortissants nationaux et des propositions de réformes du droit du travail. Pour atténuer l'inflation considérable des prix à la consommation en 2008, plusieurs pays de la région ont procédé à des réajustements salariaux, notamment la Jordanie sous forme de révision du salaire minimum et le Liban sous forme de révision des salaires du secteur public. Ils ne correspondent cependant pas entièrement aux exigences minimales requises et, en raison de l'absence de syndicats autonomes dans toute la région, les augmentations salariales sont davantage des aumônes que des droits. La Jordanie projette de créer, en 2009, une caisse de chômage dans la Social Security Corporation du pays. En dépit de l'affirmation par les gouvernements selon laquelle le développement social constitue une priorité fiscale, le risque subsiste, en particulier pour les pays à économie diversifiée, que la détérioration prévue des positions fiscales se traduise par une diminution des dépenses publiques pour le développement social, que la prolongation de la récession mondiale et des prix pétroliers déprimés ait des effets comparables à ceux que l'on a connus après l'effondrement des prix pétroliers à partir de 1981.

21. Les progrès dans le domaine de l'égalité entre les sexes continuent d'attirer l'attention dans la région de la CESA0, montrant clairement qu'un nombre croissant de femmes qui terminent des études supérieures ne peuvent pas participer au marché du travail, en raison des schémas cycliques caractéristiques d'une économie basée sur les recettes pétrolières qui lèse la totalité de la main-d'œuvre. Le taux de chômage des femmes de la région reste nettement supérieur à celui des hommes. D'après une estimation du Bureau international du travail, le taux de chômage des femmes atteint 13,3 % au Moyen-Orient et 15,9 % en Afrique du Nord<sup>1</sup> en 2008, tandis que celui des hommes est de 8,2 % au Moyen-Orient et 8,1 % en Afrique du Nord. La détérioration prévue des conditions d'emploi dans la région, à la suite de la crise financière mondiale, aura des conséquences négatives, touchant de façon disproportionnée les femmes à la recherche d'un emploi.

## **G. Évolution des politiques**

22. Les décideurs de la région ont été confrontés à un dilemme de plus en plus difficile en 2008, quand l'inflation des prix à la consommation a grimpé en flèche et que les taux de chômage s'obstinaient à rester élevés. Ils ont tenté l'expansion fiscale pour atteindre les objectifs de développement, tandis que les autorités monétaires resserraient leur politique monétaire avec l'intention déclarée d'atténuer les pressions inflationnistes. Hormis l'Égypte, qui a adopté un régime de taux de change flottant, les autorités monétaires de la région disposent d'une marge restreinte, tributaire de la stabilité des taux de change. Néanmoins, la gestion des liquidités par les autorités monétaires de la région, en particulier du Koweït et des Émirats arabes unis, a efficacement resserré les politiques monétaires. De ce fait, le bilan des banques centrales du Koweït et des Émirats arabes unis a diminué du

deuxième au troisième trimestre 2008. Face à la crise financière mondiale, les autorités monétaires de la région ont inversé la politique d'assouplissement monétaire en place depuis septembre 2008. On a pu observer une série de réductions des taux d'intérêts dans la région depuis octobre 2008, ainsi qu'une diminution des exigences de réserve des banques commerciales et quelques facilités supplémentaires de liquidité. Plusieurs pays de la région, notamment l'Égypte, la Jordanie et le Qatar, ont fait preuve d'une plus grande prudence en matière d'assouplissement monétaire; le revirement de la politique monétaire a entraîné une diminution progressive des taux interbancaires du marché monétaire, qui avaient grimpé en flèche en septembre 2008. Outre l'assouplissement monétaire, les mesures prises dans la région pour faire face à la crise financière mondiale comprenaient, dans la plupart des cas, une aide fiscale et institutionnelle au secteur financier. Le Koweït, le Qatar et les Émirats arabes unis ont pris des mesures pour améliorer les bilans des banques commerciales. La Jordanie, le Koweït, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont annoncé qu'ils garantiraient les dépôts bancaires.

23. Les pays membres de la CESAO ont apporté une réponse fiscale variée à la crise financière mondiale. Pour l'exercice 2009, les pays du CCG, qui avaient accumulé des excédents fiscaux considérables depuis 2002, ont fait appel aux politiques fiscales expansionnistes. D'après les budgets nationaux des pays du CCG, les investissements dans le domaine de l'infrastructure, de la santé et de l'éducation, ainsi que les prestations sociales ont été privilégiés. La sous-région des pays à économie diversifiée a adopté une politique fiscale plus prudente, en raison de contraintes de dette publique et de perspectives revues. Les recettes pétrolières en chute libre ont forcé l'Iraq, le Soudan et le Yémen à envisager des mesures d'austérité fiscale. Dans toute la région, un étiolement supplémentaire des perspectives de recettes pourrait conduire à une diminution des dépenses publiques budgétaires. L'importance d'un stimulant fiscal étant largement soulignée ces derniers temps, afin de sauvegarder la stabilité mondiale et la croissance économique dans le sillage de la crise financière, les pays à économie diversifiée peuvent avoir besoin d'un surcroît d'aide internationale pour éviter des politiques de contraction.

## **H. Perspectives**

24. En moyenne, les économies de la région de la CESAO devraient enregistrer une croissance du PIB réel de 2,1 %, en 2009, tandis que le taux d'inflation des prix à la consommation devrait baisser à 6,3. Le taux de croissance de la région devrait être le plus bas depuis 2002. Les pressions inflationnistes ont faibli depuis 2008, mais l'inflation des prix à la consommation devrait rester supérieure au niveau de 2005. En dépit des ajustements baissiers considérables des prix du pétrole brut, des produits de base et connexes, des actifs financiers et des biens immobiliers, on prévoit une augmentation modérée de la demande intérieure pour 2009. Toutefois, les exemples du Japon et des États-Unis d'Amérique donnent à penser qu'il pourrait y avoir un décalage de 18 à 24 mois avant d'observer un ajustement à la baisse des prix des actifs dans l'économie réelle, mais au niveau régional, ce pourrait être plus rapide. Comme les prix des actifs boursiers et des biens immobiliers ont atteint des sommets au deuxième trimestre 2008, la région sera probablement toujours dans une phase caractérisée par des sentiments mêlés concernant les perspectives de croissance pour l'avenir proche. La coexistence de plusieurs avis quant à la disponibilité de liquidités monétaires au premier trimestre 2009 est un cas d'espèce. Les banques centrales et les banques commerciales de la région affirmaient que la disponibilité de liquidités était suffisante, mais les entreprises se disaient confrontées à une indisponibilité de fonds. Les banques commerciales de la région, de moins en moins

enclines au risque, ont restreint leurs activités de prêt. L'absence de projets suffisamment lucratifs, compte tenu des facteurs de risque, a entraîné une augmentation de la disponibilité de liquidités dans le secteur bancaire. Parallèlement, la situation des entreprises est devenue de plus en plus difficile en matière de financement. Le décalage observé au Japon et aux États-Unis indique que la confiance des entreprises de la région de la CESAO peut persister en 2009. Néanmoins, étant donné l'incertitude quant aux conditions économiques extérieures à la région de la CESAO, notamment en ce qui concerne les prix du pétrole brut et la récession mondiale, le risque de recul économique dans la région en 2010 subsiste.

25. Comme les perspectives de croissance économique pour 2009 et 2010 semblent de plus en plus faibles dans la région de la CESAO, le secteur public devrait jouer un rôle plus grand pour contribuer à favoriser le développement économique. Comme la crise a commencé par le resserrement du crédit et le désendettement du secteur financier aux États-Unis et en Europe occidentale, les autorités monétaires de la région ont décidé de soutenir le système financier. Depuis septembre 2008, les autorités monétaires de la région de la CESAO défendent avec succès les systèmes bancaires de leurs pays respectifs, en réagissant rapidement. S'il ne s'accompagne pas d'un incitant fiscal, tout stimulant monétaire supplémentaire est peu susceptible d'avoir un effet durable sur l'économie réelle, surtout si les banques ne s'impliquent pas davantage dans le financement du développement industriel. De fait, les mesures actuelles sont une forme d'assurance du secteur bancaire privé par l'État. Si elles avaient été prises en consortium au niveau régional, cependant, ces seules filières auraient pu constituer un engagement et une assurance publique des prêts de longue durée consentis pour le développement régional à long terme. Cela seul aurait atténué les risques que les banques régionales affrontent quand elles s'engagent pleinement dans le développement industriel régional. Les pays membres de la CESAO ont appliqué des politiques fiscales très variées. Il convient de renforcer les efforts nationaux afin d'éviter la contraction fiscale des dépenses économiques et sociales, notamment pour l'infrastructure économique, la protection sociale, les systèmes de sécurité sociale, l'emploi, l'éducation et la santé. Des cadres additionnels de coopération mondiale et régionale sont indispensables pour renforcer les perspectives de croissance économique nationale.

## II. Sécurité et développement

26. Le fait de reconnaître la sécurité comme une dimension inhérente du développement et que les conflits constituent un des principaux obstacles à l'amélioration du bien-être des populations a conduit à inclure les préoccupations de sécurité dans les politiques de développement. La liaison de la sécurité au développement est devenue un élément central des politiques ces dernières années, pour une série d'organismes internationaux, de groupes de réflexion gouvernementaux et de chercheurs universitaires, soulignant l'interrelation entre ces deux concepts. Ainsi, le Secrétaire général, dans son rapport intitulé « Dans une liberté plus grande » reconnaît que « Dans un monde de plus en plus interdépendant, les progrès sur le plan de la sécurité, celui du développement et celui des droits de l'homme ne peuvent être dissociés les uns des autres. Il ne peut y avoir de sécurité sans développement, ni de développement sans sécurité » (voir A/59/2005, annexe). Située dans le contexte régional de la CESAO, où les conflits ou la menace de conflits compromettent gravement le développement humain en général, l'étude de cette année analysera les préoccupations naissantes, en tenant compte de la notion de sécurité dans le contexte du processus de développement économique. Elle

examinera la relation entre différents niveaux de sécurité, notamment la sécurité humaine, les conflits et les politiques d'intervention des États conformément à l'article 1 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, qui prévoit que « Tous les peuples ont le droit, pour atteindre leurs fins, de disposer librement de leurs richesses et de leurs ressources naturelles ».

27. L'étude conclut que les conflits affectent négativement la région de la CESAO et que la sécurité humaine y est grandement compromise. Plus important, elle note que, si certains conflits sont parfois une forme d'« accumulation primitive », qui conduit à une amélioration ultérieure en termes de développement économique et social, dans la région de la CESAO, les conflits ont désengagé des actifs sociaux, aggravant le problème de la sous-utilisation des ressources. Parmi les deux modes d'accumulation de capital – par réalisation de produits de base et par dépossession –, la région est soumise au diktat de ce dernier processus.

28. Étant donné la persistance des conflits dans la région de la CESAO, il existe plusieurs menaces pour les personnes, au-delà de la notion habituelle de sécurité humaine. La sécurité nationale détermine tous les niveaux de sécurité, y compris la sécurité humaine, en fonction de la force ou de la faiblesse de l'alliance avec la puissance mondiale. Certains pays sont bloqués dans une orbite spécifique, source d'inertie contraire au développement. Un taux de croissance du PIB réel de près de zéro % par habitant pendant 35 ans et un résultat de développement social déplorable indiquent que beaucoup de pays de la CESAO constituent des cas empiriques de « dé-développement ». Le parcours historique de ces pays peut changer en fonction de la mesure dans laquelle l'interaction entre les forces nationales et internationales permet de garder une part plus grande de l'excédent social dans l'économie nationale pour les besoins de l'industrialisation et du développement. Bien sûr, les liens de classe transfrontaliers interviennent pour faciliter le processus d'usurpation de l'excédent. En matière de sécurité, le développement de la région de la CESAO résulte dès lors de la structure de pouvoir à niveaux multiples: le flux constant des relations internationales a, jusqu'à présent, placé de nombreux pays de la CESAO dans le volet dépossession de l'accumulation de capital.

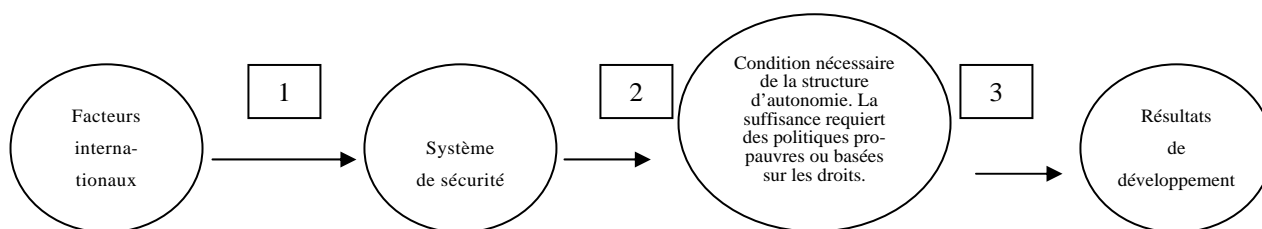
29. En tant que processus social et économique qui consiste à augmenter le potentiel productif et la liberté pour les personnes d'exercer le droit de réaliser leur potentiel, le développement comporte une série d'exigences, de nature sociale, politique et institutionnelle, qui définissent en grande partie l'orientation, la forme et la probabilité de succès du développement. Ces conditions peuvent être résumées sous la rubrique « structure d'autonomie » d'une économie, comprenant les institutions nationales, régionales et internationales en charge des décisions et de l'attribution de ressources. Plusieurs facteurs déterminent la forme, l'orientation et la capacité de cette structure d'autonomie, principalement la notion de sécurité et son contraire, le conflit. Cette proposition analytique est faite aux fins d'illustration, car, en réalité, les entités politiques oscillent constamment entre sécurité et insécurité. Quoi qu'il en soit, les dispositions de sécurité, les dépenses militaires, ainsi que l'équilibre international, régional et national du pouvoir influencent tous la structure d'autonomie et partant, la marge politique disponible pour que les populations gardent et redistribuent une plus grande part du produit social.

30. L'étude se concentre sur les relations entre la sécurité et le développement économique, partant de l'idée que chaque système de sécurité suppose un certain schéma d'attribution de ressources. La question n'est plus simplement de savoir comment réduire les conflits, mais aussi de connaître le type de système sécurité en place, source d'autonomie en matière de politique. Les relations de pouvoir au lieu des relations



commerciales ouvrent une nouvelle perspective pour analyser les déterminants de la structure d'autonomie des États membres de la CESA. Ces relations de pouvoir sont déterminées par l'interaction des forces nationales de type 'comprador' et des forces internationales, dans un contexte où l'accumulation de capital, la recherche d'intérêts et de profits caractérisent, et l'emportent sur, des formes nationalistes d'organisation sociale. Dans la région de la CESA, les systèmes de sécurité résultent rarement de développements intérieurs ou même régionaux: ils doivent s'entendre dans le contexte de la division internationale du pouvoir politique, dont le monde arabe représente la périphérie. En raison de l'importance géostratégique de la région, les puissances internationales ont tout intérêt à définir ses systèmes de sécurité et donc son autonomie concernant sa propre politique. Cette concentration sur les racines internationales des systèmes de sécurité dans le monde arabe ne nie cependant pas l'effet des facteurs historiques et nationaux. Néanmoins, elle donne un cadre rudimentaire permettant de distiller ces facteurs et de les réorganiser pour mieux comprendre les problèmes. C'est pour cette raison que la sécurité et la souveraineté sont des objectifs interdépendants et constituent les conditions nécessaires, quoique insuffisantes, d'un solide développement économique. Outre la satisfaction de la « condition de souveraineté », la suffisance nécessite la mise en place d'une coalition nationale pour une politique de développement propauvres et basée sur les droits.

### Représentation graphique de l'argument



#### Clé explicative :

- 1 Modèle de sécurité spatial: modèle qui lie le système de sécurité régional à la division internationale du pouvoir politique et à la détérioration des relations de pouvoir.
- 2 Sécurité et structure de gouvernance: argument qui lie le système de sécurité régional aux structures de gouvernance nationales et régionales.
- 3 Structure d'autonomie et espace politique: argument qui lie l'autonomie aux résultats de développement en passant par la marge politique.

31. Les implications en matière de politique ne sont pas simples, si l'on écarte la conclusion évidente d'une réduction du nombre et des coûts des conflits dans la région de la CESA. Une diminution du nombre de conflits devrait réduire ces coûts et contribuer de manière positive au développement dans la région. En soi, cette vaste recommandation dépasse la compétence de tout organisme régional ou international, parce qu'il faudrait maîtriser un tant soit peu la spontanéité de l'accumulation capitaliste. Néanmoins, il faut à tout le moins souligner la nécessité d'inclure les questions de prévention et d'atténuation des conflits dans la réflexion concernant les politiques de développement de la région.

32. L'omniprésence de la guerre et des conflits dans la région de la CESA accentue les caractéristiques de rentier des États de la région. Leur dépendance du pétrole et de rentes stratégiques limite leur dépendance de leurs sociétés locales, et cette faiblesse en termes de

puissance infrastructurelle est exacerbée par les modalités et l'ampleur des conflits dans la région. On sait depuis longtemps que la présence d'États forts ayant un certain degré de souveraineté constitue une des conditions préalables nécessaires au développement économique. Cette concomitance nécessaire met en évidence le rôle central des interventions de l'État pour soutenir et développer l'économie capitaliste. Dès lors, une recommandation de nature institutionnelle visant à la réforme des institutions publiques de la région de la CESA0, en vue de les rendre plus responsables et à l'écoute des besoins et des désirs de la population, peut être à la base d'une orientation politique. Ce n'est qu'en remplaçant le principe de légitimité basé sur le « rentiérisme » par un principe démocratique de légitimité que les États peuvent être davantage à l'écoute de leurs sociétés et partant, plus efficaces. S'il n'y a guère moyen de mettre fin aux conflits et de restaurer les relations de pouvoir, ce qui est la condition nécessaire au développement, il y a beaucoup à faire, cependant, pour améliorer la condition suffisante du développement: des politiques de développement propaures et basées sur les droits.

33. Comme l'a souligné l'*Étude précédente sur la situation économique et sociale dans la région de la CESA0*, toute politique crédible pour le développement économique et social doit avoir une dimension régionale. Les exigences de la mondialisation ravivent le « projet Seers » de nationalisme étendu et de blocs régionaux. En outre, une série de défis auxquels le monde arabe contemporain est confronté, dont la crise économique actuelle, requièrent une réponse régionale concertée de groupement du risque, plutôt qu'une réponse par pays. Une recommandation pourrait porter sur la nécessité d'améliorer et approfondir l'intégration et la coopération régionales, par la mise en place de nouvelles institutions et la restructuration de celles qui existent. Une intégration plus étroite entre les États nations de la CESA0 améliorera leur situation socioéconomique mais réduira aussi la probabilité, et donc les coûts, de conflits.

---